

# L'intégration reste un défi

Les ministres luxembourgeois et portugais des Affaires étrangères se sont prononcés, hier, en faveur d'une meilleure intégration des Portugais au Grand-Duché.

Parallèlement au programme officiel du couple grand-ducal, les deux ministres faisant partie de la délégation luxembourgeoise ont eu des entrevues avec leurs collègues portugais, hier après-midi, au palais de Belém, à Lisbonne. Alors que Jeannot Krecké participe aujourd'hui à un séminaire économique et financier, son collègue Jean Asselborn a présenté hier les principales questions abordées lors d'une entrevue avec son homologue Luís Amado.

De notre envoyée spéciale  
à Lisbonne Christiane Kleer

On l'a entendu à maintes reprises hier : la communauté portugaise au Luxembourg n'est pas seulement une des plus grandes (en proportion) en Europe, mais les quelque 16% de ressortissants lusitaniens sont également un grand atout pour l'économie du Grand-Duché et pour sa culture. Depuis l'arrivée des premiers Portugais, dans les années 60, leur situation a beaucoup évolué. Lors de sa rencontre avec les journalistes, hier soir, le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, a fouillé dans ses propres souvenirs : «En 1969, j'étais employé du centre d'accueil dans ma commune, Steinfort. J'ai vu arriver les premiers Portugais. Ils n'avaient rien, à part le mauvais souvenir de la dictature de Salazar. On devait même aller leur chercher des couvertures chez les pompiers locaux. Au fur et à mesure, ils ont beaucoup réussi, pour eux, mais aussi pour notre économie. Sans eux, nous serions mal.» Cependant, Jean Asselborn ne cache pas que tout ne va pour le mieux dans le meilleur des mondes. «Les problèmes que la communauté connaît aujourd'hui, ce sont le chômage, les drogues et parfois tout simplement la cohabitation avec les Luxembourgeois», estime-t-il.

Le mot clé : l'intégration des ressortissants portugais. «Nous investissons déjà beaucoup dans l'intégration, mais peut-être pas assez. Nous devons tous prendre nos responsabilités pour la pousser plus loin. Cela compte aussi pour les Luxembourgeois», affirme le ministre. À ses yeux, ce renforcement des efforts d'intégration pourrait passer par le système de l'éducation et précisément par la langue portugaise. Si des projets



Dans le cadre de leur entrevue, le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, et son homologue portugais, Luís Amado, ont signé un accord de non-double imposition. Conformément aux règles de l'OCDE, cette convention doit éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

éducatifs existent déjà dans des écoles fondamentales à Luxembourg où à Esch-sur-Alzette, où les jeunes Portugais peuvent suivre certaines matières dans leur langue maternelle (comme l'histoire ou les sciences naturelles), cette tendance pourrait se développer. «La demande est que la langue portugaise soit plus intégrée dans les cours. Ici au Portugal, certains pensent même que des lycées portugais devraient être créés au Luxembourg. Mais je pense que de telles infrastructures comportent le risque d'isolement pour les jeunes», juge Jean Asselborn, qui a assuré que de tels efforts étaient également dans les intérêts du président portugais, Aníbal Cavaco Silva et de son gouvernement.

Lors de leur entrevue, Jean Asselborn et son homologue Luís Amado

ont également abordé, les principales questions d'actualité européenne et internationale, sur lesquels les deux ministres ont quasiment le même avis. «Nous avons la même vision de l'Europe», remarqué le chef de la diplomatie portugaise, Luís Amado.

## ➤ Plaidoyer pour les droits de l'Homme

Ce dernier fait figure d'exemple, aux yeux de son collègue luxembourgeois, «grâce à la lutte pour une Europe solidaire et son engagement permanent pour les droits de l'Homme». Dans ce contexte, la rencontre d'hier après-midi au palais de Belém, a amené les deux ministres à aborder un sujet sur lequel Jean Asselborn, surtout, ne s'est pas beaucoup exprimé jusqu'à présent :

le sort de l'Iranienne Sakineh Mohammadi Ashtiani, condamnée à la lapidation dans son pays. «Notre travail c'est de faire en sorte que cette barbarie n'ait pas lieu. Un membre de l'ONU comme l'Iran n'a pas le droit de commettre un tel acte. Je me permets de faire un appel au respect des droits de l'Homme, au nom du Luxembourg et du Portugal», s'est exclamé Jean Asselborn hier.

À la question d'un journaliste de savoir s'il avait prévu de se rendre personnellement en Iran pour y interpeller son homologue Munasher Mottaki, comme le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, l'a annoncé, Jean Asselborn est resté sur la réserve : «Je suis prêt à prendre des initiatives, mais il faudra voir quelles possibilités d'action existent.»